



Paris, le 29 novembre 2017

Monsieur Édouard Philippe
Premier ministre
Hôtel Matignon
57 rue de Varenne
75700 Paris SP 07

N/Ref. : Etr/

Monsieur le Premier ministre,

Ce courrier, comme celui que nous avons adressé le 19 octobre dernier au ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, a pour objet d'attirer votre attention sur un sujet hautement sensible : celui de l'avenir de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger, établissement public à caractère administratif sous la tutelle du MEAE.

À la suite du désengagement budgétaire de l'État durant l'été et compte tenu du financement envisagé dans le projet de loi de finances pour l'année 2018, l'établissement public est contraint de prendre des mesures qui le mettent en danger : suppression sur 3 ans de plus de 500 postes de fonctionnaires détachés, hausse de participation financière des établissements de 6 à 9 %, gel de nouveaux investissements.

Ces choix budgétaires constituent une remise en cause des missions que la loi du 6 juillet 1990 assigne à cet établissement public et acteraient un désengagement inacceptable de l'État du réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger.

Leur impact politique serait considérable s'ils étaient actés.

Déjà, l'ensemble des Françaises et Français établis à l'étranger s'indignent de cet abandon. Et les agents de droit public, acteurs de ce réseau qui a fait ses preuves d'excellence se sentent menacés, par ce qu'ils vivent comme une casse politique et sociale d'un instrument fondamental pour la présence de notre pays hors de ses frontières.

Le Sgen-CFDT vous demande, Monsieur le Premier ministre, de bien vouloir réexaminer avec bienveillance la situation de l'AEFE. Nous ne pouvons en effet pas accepter que cet établissement public soit financièrement mis au pied du mur et ses missions remises en cause dans ses moyens, sans qu'aucune discussion préalable sur l'avenir du dispositif, associant ses différents acteurs ait été engagée.

Le Sgen-CFDT demande donc que le budget 2018 de l'AEFE soit abondé de sorte que l'établissement puisse remplir ses missions. Au-delà de questions de trésorerie, il attend qu'une réflexion soit menée sur les évolutions à apporter à ce modèle d'excellence dont s'inspirent de nombreux pays.

Nous voulons croire, Monsieur le Premier ministre, que vous aurez à cœur de vous employer à défendre ce réseau et nous vous prions d'agréer l'expression de nos très respectueuses salutations.

Catherine Nave-Bekhti,
Secrétaire générale